

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 06/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MYL EURL - PRESSING POINCARE**

10 rue de Gottenhouse  
67700 Saverne

Références : 5701/SD/AG  
Code AIOT : 0006705701

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement MYL EURL - PRESSING POINCARE, implanté 132 Grand'rue 67700 Saverne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objectif principal de vérifier l'absence de machine de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène, dans des locaux contigus à des locaux occupés par des tiers.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MYL EURL - PRESSING POINCARE
- 132 Grand'rue 67700 Saverne
- Code AIOT : 0006705701
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le pressing POINCARE exerce une activité de nettoyage à sec, soumise à déclaration au titre des rubriques 2345-2 et 1978-11 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'installation fait l'objet d'un récépissé de déclaration datant du 4 août 2000.

Le référentiel utilisé est l'arrêté ministériel du 31/08/09 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2345.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délai |
|----|-------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| 2  | Changement d'exploitant | Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 1.6 | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 1 mois               |

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                             | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délai |
|----|-----------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| 3  | Contrôle périodique   | Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 1.8    | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois               |
| 7  | Capacité de rétention | Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 2.10.1 | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois               |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                    | Référence réglementaire                                   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Situation administrative                                             | Code de l'environnement du 27/03/2022, article R.512-47-1 | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 4  | Absence de machine de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène | Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 2.3.3        | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 5  | Stockage de perchloroéthylène                                        | Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 3.5          | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 6  | Certification des machines de nettoyage à sec                        | Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 2.1.2        | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 8  | Formation                                                            | Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 3.1.2        | /                                                                                                          | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a substitué le perchloroéthylène qu'il utilisait pour le nettoyage à sec par un autre solvant. Des non-conformités ont été relevées concernant : la déclaration de changement d'exploitant, la réalisation du contrôle périodique quinquennal, les capacités de rétention.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/03/2022, article R.512-47-1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thèmes :</b> Situation administrative, Classement sous la rubrique 2345                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br>Lors du contrôle, l'Inspection a constaté que le pressing exerçait toujours une activité de nettoyage à sec. Un récépissé de déclaration, au titre de la rubrique 2345-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, avait été délivré à l'exploitant le 04/08/2000. L'arrêté ministériel du 31/08/09 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2345, s'applique à l'installation.<br>Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2020, suite à la création de la rubrique par le décret n°2019-1096 du 28/10/19, l'activité de nettoyage à sec est également soumise à déclaration au titre de la rubrique 1978-11 " Installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), utilisant des solvants organiques – Nettoyage à sec ".<br>L'installation étant régulièrement déclarée depuis 2000 pour cette activité, elle bénéficie d'une antériorité au titre de cette nouvelle rubrique.<br>Les dispositions de l'arrêté ministériel du 13/12/19, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978, s'appliquent sans préjudice de l'arrêté ministériel du 31/08/09 susmentionné. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

### N° 2 : Changement d'exploitant

|                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 1.6                                                                                                                                              |
| <b>Thèmes :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant, ou son représentant, en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.         |
| <b>Constats :</b><br>Un changement d'exploitant est survenu en 2016.<br>Le nouvel exploitant n'a pas déclaré le changement d'exploitant au préfet dans le mois qui a suivi ce changement, ce qui constitue une non-conformité. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délai :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                           |

### N° 3 : Contrôle périodique

|                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 1.8                                             |
| <b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Contrôle périodique                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés, dans les |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de la présente annexe, éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. [...]<br>Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant ne fait pas procéder à un contrôle périodique de son installation par un organisme agréé, ce qui constitue une non-conformité.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délai :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

#### N° 4 : Absence de machine de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène

|                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 2.3.3                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Perchloroéthylène                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les machines de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène, ou tout autre solvant dont la tension de vapeur à 20 oC est supérieure ou égale à 1900 Pa, ne sont pas situées dans des locaux contigus à des locaux occupés par des tiers. |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection a constaté l'absence de machine utilisant du perchloroéthylène dans le pressing.                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 5 : Stockage de perchloroéthylène

|                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 3.5                                                                        |
| <b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Perchloroéthylène                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection n'a pas constaté de présence de perchloroéthylène sur le site.                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                |

#### N° 6 : Certification des machines de nettoyage à sec

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 2.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Exploitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les machines de nettoyage à sec utilisant d'autres solvants que le perchloroéthylène :<br>[...] - respectent les prescriptions de la norme NF EN ISO 8230-1 et NF EN ISO 8230-3.<br><br>La certification de la machine selon le référentiel NF107 " machines de nettoyage à sec en circuit fermé " (version du 15 mars 2010 ou versions postérieures), garantit la conformité à l'ensemble des dispositions du présent point 2.1.2. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

|                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| La machine de nettoyage à sec exploitée au sein de l'établissement (marque Union, modèle ) est « certifiée NF107 (certifiée le 26/07/2011) ». Le solvant utilisé est du SOLVON K4. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                          |

#### N° 7 : Capacité de rétention

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 2.10.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thèmes :</b> Produits chimiques, Utilisation et stockage de substances et produits dangereux.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les machines de nettoyage à sec et tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou de sols sont munis d'une capacité de rétention [...] <p>La capacité de rétention est étanche aux solvants qu'elle pourrait contenir et résiste aux actions physique et chimique des fluides.</p> <p>Le sol du local est imperméable, notamment aux solvants (par exemple : sol carrelé) [...]</p> |
| <b>Constats :</b><br>La machine de nettoyage à sec et certains produits chimiques liquides sont placés sur rétention. Des bidons, notamment ceux de solvant, ne sont pas disposés sur rétention, ce qui constitue une non-conformité.<br>Le sol du local est imperméable aux solvants (carrelage dans le pressing, béton dans la cave).                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délai :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 8 : Formation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009, Annexe I – 3.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Formation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Tous les cinq ans, ce responsable ou toute personne susceptible d'être en contact avec la machine suit un rappel de formation, effectué par un organisme de formation dispensant une formation d'une durée minimale d'un jour, conforme au référentiel établi par la profession qui aura été communiqué au ministère chargé de l'environnement, lorsque ce référentiel existe. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a présenté l'attestation de rappel de formation de son employée d'une durée d'un jour. Cette formation date de moins de 5 ans (8/11/18).                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Observations :</b><br><b>La formation doit être faite tous les 5 ans, il conviendra de programmer le rappel de formation rapidement.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |